BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4e Internationale)

N° 29 · NUMÉRO SPÉCIAL · Prix : 10 Francs

LA CONSTRUCTION DU PARTI PASSE PAR LA LUTTE CONTRE LE DANGER POUMISTE ET CONTRE LES IMPATIENCES GAUCHISTES

Textes présentés à la discussion du 3e Congrès du P. C. I.
par MARCOUX - MESTRE - RENAN - DURAL - HOUDON - LIME

SOMMAIRE

- La défense bureaucratique de l'U.R.S.S. (6 thèses)
- La situation internationale
- La situation française : Sur quels mots d'ordre combattre

LA DÉFENSE BUREAUCRATIQUE DE L'U.R.S.S.

(6 THÈSES)

La compréhension de la politique stalinienne reste la clé de la situation mondiale et surtout européenne. Mal poser ce problème c'est s'interdire pratiquement de construire le parti révolutionnaire. Pour faciliter la discussion, nous avons laissé volontairement de côté toutes les questions sur lesquelles il n'y a rien de nouveau à apporter ; cependant notre texte n'est pas limitatif.

PREMIERE PARTIE

La situation internationale et la « défense bureaucratique » de l'U. R. S. S.

I. — La situation internationale est dominée par la puissance que la conjoncture de la guerre a conférée aux Etats-Unis et à l'U. R. S. S. et à leurs rapports réciproques ». (Conférence internationale d'avril 1946).

II. — Le rapport de force entre les grandes puissances (Etats-Unis et Grande Bretagne d'une part, U. R. S. S. de l'autre) subit des variations en fonction :

a) de l'instabilité sociale existant en Grande-Bretagne (et dans son empire) comme aux Etats-Unis;

b) des antagonismes anglo-américains;

c) de l'intensité qu'atteint la lutte de classes en Europe, comme de l'élargissement de l'influence de la bureaucratie stalinienne, dans le « glacis » (pays contrôlés par l'U.R.S.S. à ses frontières) comme au delà de ce « glacis » dans les autres pays européens;

d) en dernier lieu, de la rapidité avec laquelle l'U.R.S.S. elle-même surmonte ses crises et arrive effectivement à agrandir son potentiel industriel et militaire.

Malgré l'exploitation intensive du « glacis », les pertes économiques de l'U.R.S.S. ont été telles durant la guerre, le niveau de sa production retarde encore tellement sur celle des pays capitalistes avancés que d'après les statistiques, l'U.R.S.S. ne pourrait rejoindre le niveau de production des Etats-Unis qu'en 1960 et le dépasser qu'une dizaine d'années plus tard. On peut, dès à présent, estimer que la bureaucratie se trouvera sur la défensive pendant une très longue période.

III. — L'antagonisme Grande-Bretagne-Etats-Unis d'une part, U.R.S.S. de l'autre, pousse implacablement vers une troisième guerre mondiale; trois facteurs accélèrent une telle issue :

a) la supériorité militaire et économique des Etats-Unis;

b) les dangers de crise énconomique qui se précisent dans les grands pays capitalistes;

c) les difficultés actuelles de l'U.R.S.S.

Un seul facteur la retarde : la deuxième guerre impérialiste, tout comme la première, a libéré sous une forme explosive les contradictions de classe à l'échelle mondiale. La première vague (celle de la « Libération ») s'est terminée par l'instauration de la démocratie dans les pays de l'Europe occidentale, par une série de combats d'envergure en Italie et en Grèce, enfin par l'ébranlement des assises des vieux empires coloniaux (libération de l'Indonésie et de l'Indochine). La deuxième vague, celle des grèves économiques qui ont lieu sur le fond du passage de l'industrie de guerre en industrie de paix, n'est que le signe avant coureur de nouvelles et puissantes explosions sociales. Partout, la force de la classe ouvrière reste intacte.

La nature de l'U. R. S. S.

En ce qui concerne la nature de l'U. R. S. S. nous reprenons pour notre part la partie suivante du texte que présenta Gabriel au premier congrès du P. C. I., partie avec laquelle nous nous déclarons entièrement d'accord :

« Pour ceux qui continuent de rester fidèles sinon à la lettre du moins à l'esprit de la pensée de Trotsky, la question de la nature de l'U. R. S. S. ne peut se résoudre que de la façon suivante : le point de départ d'où doit sortir la définition sociologique de l'U. R. S. S. reste la définition des rapports sociaux existants en ce pays. Quelle est la forme de la propriété ? et quels sont les rapports établis entre les différentes catégories sociales (rapports de classes) en U. R. S. S., voilà les seuls *critères* valables pour les marxistes désirant définir scientifiquement la nature de l'U. R. S. S.

» Sur la forme de la propriété en U. R. S. S. il y a un accord presque unanime dans nos rangs en précisant qu'il s'agit d'une propriété étatisée. Les divergences existent sur la signification et la portée de cette étatisation. Pour nous ce régime de propriété : *a*) ne peut sortir que d'une révolution prolétarienne seule capable d'exproprier sur une échelle générale la propriété privée. *b*) Ne peut se maintenir qu'en évoluant vers le socialisme à travers la révolution prolétarienne mondiale. *c*) Ne peut s'intégrer à nouveau tel qu'il est dans le système capitaliste. Dans le cas ou le recul prolongé de la révolution dans le monde amènera la réintégration de l'U. R. S. S. dans le système capitaliste, la propriété étatisée dans ce pays cédera la place à la propriété privée (ex. : la destruction étatisée russe en Ukraine par les Allemands). Cette intégration signifiera en même temps la destruction massive des forces productrices de l'U. R. S. S., y compris de la population ouvrière développée grâce à l'étatisation, la planification et le monopole du commerce extérieur. »

» Concevoir que le capitalisme soit capable d'étatiser la propriété sur une aussi large échelle qu'en U. R. S. S., assurant ainsi, et cela *à la phase impérialiste actuelle*, le développement de ses forces productives, signifie concevoir le capitalisme capable de transformer sa propre nature. Ainsi toutes les tentatives d'assimiler le régime de propriété en U. R. S. S. à un capitalisme d'Etat, ou de soutenir que ce régime tel qu'il est peut s'intégrer par « voie froide » au régime capitaliste, partent d'une méconnaissance absolue de la nature du capitalisme. Cependant le fait de l'étatisation de la propriété en U. R. S. S. ne résout pas automatiquement le problème des rapports de classes existant en U.R.S.S. »

» Nous admettons généralement que sur la base du caractère arriéré de l'U. R.S.S. et de son encerclement impérialiste, la caste bureaucratique des fonctionnaires de l'Etat et des techniciens de l'économie, qui représentait aux débuts de la Révolution un mal nécessaire destiné à disparaître au fur et à mesure que les progrès économiques et culturels des masses soviétiques (grâce à l'appui de la révolution mondiale) les rendraient capables d'administrer elles-mêmes, a pris une importance numérique sociale et politique imprévue et s'appropria en définitive « en quelque sorte » (Trotsky) l'Etat et par conséquent la propriété étatisée. »

» Cette catégorie sociale représente-t-elle aujourd'hui une caste bureaucratique, une « excroissance temporaire et exceptionnelle sur l'organisme social » (Trotsky), ou bien une nouvelle classe exploiteuse, une excroissance qui « s'est déjà changée en un organe historiquement nécessaire ? » (Trotsky).

» Une classe même exploiteuse, dit avec raison Trotsky, est un organe social qui ne peut se former qu'à la suite des profondes nécessités internes de la production elle-même. »

» Le régime de propriété actuel en U. R. S. S. est un régime différent du capitalisme et plus progressif que lui selon le critère marxiste du développement des forces productives. »

» La bureaucratie stalinienne représente-t-elle la couche sociale dirigeante qui correspond historiquement à un tel régime, représente-t-elle l'organe social nécessaire pour le développement historique de ce régime (de la propriété étatisée et planifiée) impossible sans elle, ou au contraire une excroissance parasitaire qui a poussé sur ce régime, grâce à la limitation de ce dernier dans les cadres nationaux d'un seul pays arriéré ? »

» Dans le premier cas il s'agit d'une caste temporaire. »

» Toute l'évolution de l'U.R.S.S. s'accorde à notre avis à démontrer que l'importance prise par la bureaucratie dans la vie économique et politique russe dépasse de loin la nécessité qu'il y a pour un pays arriéré de transplanter et de s'approprier la technique et l'organisation de la production des pays capitalistes avancés en partie à travers l'automatisme bureaucratique qui étouffe le contrôle, l'initiative et l'esprit de création des masses. »

» Le développement des forces productives en U.R.S.S. est le résultat de l'étatisation des moyens de production et du principe du plan, et nullement de la direction indispensable encore au stade actuel de l'économie par la bureaucratie. »

» Au contraire, « le bureaucratisme en tant que système est devenu le pire frein au développement technique et culturel du pays » (Trotsky).

» Nous rejetons par conséquent la définition de la bureaucratie comme une classe exploiteuse nouvelle parce que nous ne pouvons pas démontrer sa justification historique et nous retenons la définition d'une caste exploiteuse temporaire. »

» L'essence du système socialiste que la révolution prolétarienne se propose de substituer à la place du capitalisme est son caractère international. »

« Le prolétariat ne peut pas s'édifier en classe dirigeante sans assurer en un temps minimum la satisfaction des besoins fondamentaux de la nouvelle société et le développement rapide de sa culture, en faisant disparaître ainsi d'elle-même la nécessité d'une bureaucratie organisatrice du revenu national.

» Mais cette tâche est insoluble dans les cadres d'un pays et surtout d'un pays arriéré, telle est la leçon fondamentale de l'expérience russe. Seule l'extension de la révolution prolétarienne sur un ensemble de pays avancés peut fournir la base économique et culturelle nécessaire pour réduire les proportions et la durée d'existence de la bureaucratie au minimum compatible avec la conservation du caractère ouvrier de l'état sorti de la révolution. »

» *Le régime stalinien en U. R. S. S. représente par conséquent la difformité bureaucratique de l'Etat ouvrier dans un pays arriéré, encerclé par l'impérialisme.*

» Ce régime se situe mais seulement temporairement entre le capitalisme et le socialisme. Il ne représente pas un système social autonome et durable, un nouveau régime d'exploitation autonome et durable. »

⁂

Comparant les révolutions française et soviétique, Trotsky souligne que dans les deux cas, ce fut la démocratie plébeienne qui assura le triomphe du nouveau régime et que dans les deux cas, ce fut la bureaucratie qui s'éleva au-dessus d'elle et l'étrangla.

Le contenu social de la dictature de la bureaucratie est déterminé par les rapports de production que la révolution a établis.

La société soviétique conserve un caractère contradictoire : par l'inégalité des conditions d'existence, par les privilèges de la bureaucratie, elle se trouve infiniment plus près du régime capitaliste que du communisme. Cependant, le développement des forces productives se fait non par le rétablissement de la propriété privée mais sur la base de la socialisation par la voie d'une direction planifiée.

« Ce que nous avons entendu toujours sous le mot d'ordre de la défense de l'U.R.S.S. c'était la défense de l'économie étatisée et planifiée et rien d'autre. Nous avons qualifié cette défense « inconditionnelle ». Nous défendons l'économie étatisée et planifiée de l'U.R.S.S. *indépendamment* de telle politique, plus ou moins révolutionnaire, plus ou moins réactionnaire, de la bureaucratie soviétique. »

» Nous étions en même temps pour la conduite de la plus implacable politique d'opposition révolutionnaire au régime stalinien, en préconisant la formation en U.R.S.S. d'un Parti Bolchevik-Léniniste clandestin et le renversement révolutionnaire de Staline.

» Nous avons qualifié cette dernière action des masses, si jamais elle se produisait, comme une *révolution politique* qui tout en intervenant profondément dans le domaine économique aussi laissait intacts les fondements économiques de l'U.R.S.S., à savoir l'économie étatisée planifiée. »

» Dans la pratique, la différence avec ceux qui ont défendu la thèse de la « Révolution sociale » se réduisait ainsi à une dispute purement terminologique. En temps de « paix », en effet, la tâche du renversement révolutionnaire de Staline ne connaît aucun ajournement. Elle est constamment à l'ordre du jour. En temps de « guerre » ou plutôt en temps d'action militaire directe contre l'U.R.S.S. par un ou plusieurs Etats capitalistes, tout en menant notre propagande révolutionnaire contre Staline, tout en démontrant aux masses la nécessité de son renversement, nous remettons cette tâche « pour l'étape suivante, la plus proche » possible » (Trotsky).

» Et voilà la seule justification valable aujourd'hui de cette attitude.

» Pourquoi et comment les marxistes défendent les colonies ? Ils les défendent, d'une part, parce que « la plus-» value obtenue par l'exploitation des » colonies est un des appuis du capi-» talisme moderne », et, d'autre part, parce que la domination impérialiste dans toutes les colonies « entrave le » libre développement des forces éco-» nomiques. C'est pourquoi sa destruc-» tion est le premier pas de la révolu-» tion dans les colonies, et c'est pour-» quoi l'aide apportée à la destruction » de la domination étrangère dans les » colonies n'est pas en réalité une aide » apportée au mouvement nationaliste » de la bourgeoisie indigène mais l'ou-» verture du chemin pour le prolétariat » opprimé lui-même. » (*Thèses supplémentaires sur la question coloniale du deuxième congrès de l'I.C.*)

» Chaque territoire arraché de n'importe quelle façon à son exploitation aggrave la crise interne de l'impérialisme, précipite sa chute.

» Au contraire, chaque territoire ouvert à son exploitation prolonge l'existence de l'impérialisme.

» L'U.R.S.S. représente par son système économique un espace fermé à l'exploitation impérialiste. Elle représente d'autre part un système économique supérieur à celui de l'impérialisme.

» Les intérêts de la stratégie révolutionnaire mondiale dictent aux marxistes la tâche d'empêcher l'impérialisme de trouver une issue en s'introduisant en U.R.S.S., en exploitant ses richesses matérielles et humaines, en freinant son développement économique.

» *L'intégration de l'U.R.S.S. dans le système capitaliste serait un soulagement pour l'impérialisme, une victoire avant tout économique de l'impérialisme.*

» Ce qui est faux, au stade actuel de l'évolution de l'U.R.S.S., c'est de présenter sa défense comme dictée surtout par ses caractéristiques sociologiques et politiques, d'« Etat ouvrier », de « Bastion avancé de la Révolution », etc.

» Toute cette terminologie ne correspond à aucun contenu réel capable de provoquer les pires illusions parmi les masses et dans nos rangs.

» Nous défendons l'U.R.S.S. en tant que système économique fermé à l'exploitation impérialiste et supérieur économiquement au capitalisme, rien de plus.

» Pendant la guerre, quand l'action militaire directe des impérialismes menaçait l'U.R.S.S., nous avons préconisé une sorte de Front unique avec Staline, en remettant la question de l'opportunité de son renversement révolutionnaire à l'ordre du jour.

» Notre mot d'ordre sera : « *Pour* » *la régénération de l'U.R.S.S. comme* » *Etat ouvrier, à bas Staline.* »

⁂

La bureaucratie, dans son ensemble, sort victorieuse de la guerre. Tout comme Bonaparte, elle se pare maintenant de l'éclat de la victoire.

Toute la politique de la bureaucratie se ramène à la volonté de défendre le caractère contradictoire de la société qui lui assure ses privilèges et qui lui a donné la victoire : elle subordonne à la défense de cette société toute sa politique.

La théorie stalinienne de la construction pacifique et graduelle du « socialisme dans un seul pays » a subi un cinglant démenti : les destructions subies par l'U.R.S.S., comme la présence des forces armées des impérialismes anglais et américain en Allemagne occidentale, entraînent la bureaucratie à établir un contrôle plus ou moins serré sur l'ensemble de l'Europe Orientale.

⁂

II[e] PARTIE

La politique des partis staliniens

Une hypothèse écrasante pèse sur le mouvement ouvrier : la dégénérescence de l'U.R.S.S. et le renforcement de tous les partis staliniens. Seule la compréhension parfaite de leur politique peut nous permettre de lever cette hypothèque.

Nous allons analyser cette politique aussi bien dans les pays contrôlés par l'U.R.S.S., que dans les autres. Seule une telle analyse peut apporter des éléments nouveaux sur le problème de l'U.R.S.S. et du stalinisme.

⁂

Dès l'éclatement de la guerre contre l'U.R.S.S., les partis staliniens participent dans tous les pays occupés par les troupes allemandes aux « mouvements de résistance » et collaborent sur une base nationaliste avec les partis bourgeois qui se dressent contre l'impérialisme allemand.

Fondamentalement, cette politique est la continuation, dans les conditions de la guerre contre l'U.R.S.S., de la politique stalinienne des « Fronts populaires » inaugurée dès 1934.

De son côté, le Kremlin ne constitue plus des « cabinets Kuusinen » — à participation uniquement stalinienne — comme il le fit au cours de la première guerre russo-finlandaise. Le Kremlin forme lui-même des « comités de libération nationale » à direction bourgeoise (Comité de l'Allemagne libre, C.L.N. hongrois, dirigé par le général Bella Miklos) ou des C.L.N. à direction réformiste ou à participation bigarrée (C.L.N. polonais, cabinet provisoire autrichien dirigé par Renner) ; enfin, dans les pays où pénètre l'Armée rouge, le Kremlin accorde au début son appui aux gouvernements bourgeois qui passent au dernier moment d'un camp à l'autre (cabinets royaux en Roumanie, cabinet Manerheim en Finlande).

Toute la politique du Kremlin est dominée par la volonté d'assurer la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. sans compromettre l'accord avec ses alliés impérialistes momentanés. Sur cette base, on arrive dans la dernière phase de la guerre à cette situation nouvelle : des gouvernements bourgeois avec ou sans participation stalinienne (ce dernier cas en Finlande et en Roumanie) gèrent une économie bourgeoise en grande partie au profit de la bureaucratie soviétique, qui exerce les prérogatives des puissances occupantes. Une dualité de pouvoirs se crée ainsi entre la bourgeoisie nationale d'une part et entre la bureaucratie soviétique de l'autre.

L'équilibre entre ces deux pouvoirs est chaque fois remis en jeu : avec l'appui de ses alliés, la bourgeoisie autochtone au dedans et au dehors du gouvernement essaie de retourner la situation en sa faveur par tous les moyens dont le plus important est la pression exercée par le impérialistes anglais et américains.

De son côté, le Kremlin essaie de stabiliser son emprise. Incapable d'entreprendre actuellement l'assimilation structurelle du glacis, par suite de la nécessité d'obtenir l'appui du capital étranger pour reconstruire l'économie de ces pays et d'éviter le débordement révolutionnaire des masses ; incapable d'autre part de se satisfaire de la situation actuelle où la bureaucratie doit partager les bénéfices vec la bourgeoisie nationale, le Kremlin poursuit dans les pays occupés par l'Armée rouge une politique opportuniste, qui tend néanmoins, mais d'une manière tout à fait empirique, à l'absorption du glacis. De là l'illusion que la bureaucratie soviétique est malgré tout capable de promouvoir des solutions révolutionnaires.

En réalité, on peut dire que le Kremlin n'enregistre en faveur de la révolution pas plus de succès à l'échelle internationale qu'à l'échelle intérieure : A l'intérieur il pourrit le socialisme (suppression de la démocratie prolétarienne, étouffement des soviets, développement de la caste militaire et de la bureaucratie) et compromet la planification et la collectivisation. A l'extérieur, il pourrit les conditions de la révolution en ralentissant le développement économique de ces pays, et en brisant toutes perspectives révolutionnaires dans le mouvement ouvrier tout en portant plus loin, grâce à une série d'annexions militaires, les frontières de l'U.R.S.S.

Dans tous les pays du glacis, les partis staliniens, courroies de transmission des visées de la bureaucratie du Kremlin, utilisent la combativité révolutionnaire des masses non pour les dresser contre l'Etat bourgeois mais pour élargir la participation des partis staliniens au gouvernement bourgeois. Le cas est particulièrement visible en Roumanie où trois cabinets royaux ont été renversés au bout de six mois et où la combativité révolutionnaire des masses n'a pu faire accoucher, grâce à l'intervention de Vichinsky, que d'un gouvernement bourgeois dont les postes-clés sont passés aux staliniens. Deux remaniements donnèrent le même résultat en Bulgarie. A présent (à l'exception de la Finlande) tous les gouvernements du glacis sont en majorité dominés par les partis staliniens nationaux respectifs.

La dualité de pouvoirs ne se manifeste pas uniquement, comme nous le disions plus haut, entre des gouvernements bourgeois d'une part et entre la bureaucratie soviétique de l'autre, mais à l'intérieur même des gouvernements bourgeois, entre les représentants de la bourgeoisie autochtone et les agents de la bureaucratie.

Des partis staliniens gèrent ainsi des économies bourgeoises en faveur de la bureaucratie soviétique, mais aussi de la bourgeoisie autochtone.

Economie bourgeoise ou non ?

L'examen de deux mesures fondamentales prises aussi bien sous la pression des masses que sous celle des partis staliniens, les réformes agraires et les nationalisations, montre que les formes de la propriété restent celles de la propriété privée.

Les réformes agraires

Les réformes agraires ont été incomparablement plus profondes que celles qui ont eu lieu dans ces pays à l'issue de la première guerre mondiale. A l'appel des partis staliniens, des Comités de paysans pauvres se constituèrent partout. Cependant l'initiative du partage des terres ne fut laissée que dans une faible mesure à ces comités de paysans, puisque partout dans le glacis on retrouve les mêmes principes de la réforme : la propriété agraire a été ramenée uniformément partout à 50 hectares (en 1918 la limite de la propriété terrienne a été fixée, à l'exception de la Bulgarie, à 500 hectares et au-dessus). L'outillage agricole comme les terres « des Allemands, des collaborateurs et des traîtres » ont été partagés entre les paysans. Ce fait a eu pour conséquence immédiate de briser la base sociale des grands féodaux en Allemagne (Junkers de Prusse et de Poméranie), en Pologne (dans la partie intégrée à l'U.R.S.S., surtout) en Hongrie et en Roumanie.

A la différence de la révolution de 1917 qui a nationalisé la terre et accordé l'usufruit de sa parcelle au paysan, les réformes actuelles consolident la petite propriété à la campagne et instituent l'obligation du rachat (évalué pour chaque parcelle à une récolte annuelle payable en nature ou en argent pouvant s'échelonner sur plusieurs années). En outre, les réformes actuelles (qui excluent, en Roumanie, les terres du roi et de l'Eglise et qui en Pologne se traduisent même par de nouvelles dotations à l'Eglise) n'accordent qu'une parcelle réduite (1 hectare en moyenne) à une partie de la paysannerie, tout comme en 1918.

En s'emparant du pouvoir politique en 1917, le prolétariat de Russie utilisa ses pouvoirs pour conquérir la paysannerie. La nationalisation du sol et son partage immédiat sans rachat ravirent, en quelques heures, à la bourgeoisie le soutien de la paysannerie et ouvrirent en même temps les perspectives de la collectivisation. Telle fut la signification profonde des décrets bolchéviks sur la terre.

Dans le « glacis », actuellement, le pouvoir politique (le gouvernement et l'appareil étatique partagés avec la bourgeoisie nationale), est utilisé par les staliniens non pour ravir à la bourgeoisie le soutien de la paysannerie, mais pour consolider davantage le régime capitaliste dans les campagnes; le petit paysan, avec une petite propriété liée au cou, ne fera sa propre expérience de la faillite de la petite propriété, dans le cadre d'une économie capitaliste décadente, qu'après de longues années.

Les nationalisations de l'industrie

Les nationalisations de l'industrie et leur ampleur font germer les idées les plus baroques dans les cervelles de petits bourgeois.

Rappelons tout d'abord que tous les pays du Centre-Est ont souffert et souffrent d'une atrophie de capital privé, signe du tardif développement capitaliste de ces pays. L'entreprise d'Etat y a joué naturellement un rôle grandissant, en même temps que l'impérialisme international pouvait prélever, grâce à un système de prêts et d'investissements, une grande partie du revenu national.

Avant la guerre, l'Etat possédait par exemple, en Pologne, presque tout le système des transports, 70 % de la production de l'acier, 50 % de l'industrie métallurgique et des charbonnages, 100 % de l'industrie chimique, sans parler des monopoles de l'alcool, tabac, des allumettes, etc. Ce cas typique pour le Centre-Est montre que seul l'Etat, agissant au nom de la bourgeoisie dans son ensemble, pouvait procéder aux grands investissements dans certaines branches, le reste devant être abandonné au capital étranger. On peut dire que la propriété privée était représentée dans l'industrie et dans la banque essentiellement par le capital étranger.

En effet, avant la guerre de 1939, le capital étranger détenait les 40 % du total des capitaux des sociétés par actions de Pologne; 11 sur 16 établissements bancaires de Yougoslavie étaient entièrement entre les mains de la finance française, anglaise et allemande. 80 % du capital investi dans les 102 entreprises centrales de Bulgarie étaient entre les mains du capital étranger; 41 % du total des sociétés par actions étaient entre les mains de l'étranger en Roumanie. L'Albanie était tout entière dominée comme une colonie par le capital italien.

L'extension des nationalisations, c'est-à-dire de l'entreprise étatique était donc inhérente à l'ensemble des pays du Centre-Est; et d'autant plus dans les territoires « conquis » par la Pologne (100.000 km. carrés) et la Tchécoslovaquie sur les anciens territoires allemands (pays sudètes), dont les propriétaires avaient fui. Et l'on peut ajouter qu'elles ont aidé les pays du Centre-Est à secouer seulement pour un certain temps la mainmise du capital étranger.

Ces nationalisations ne transforment pas du fait de leur ampleur, les rapports entre les classes comme on l'affirme à tort. C'est précisément en tant que mandataire de l'ensemble de la classe dominante que l'Etat assume en période de crise ou en période de pénurie de capitaux la gestion d'un secteur important de l'Economie. Le fait nouveau dans le « glacis » est le bénéfice que la bureaucratie du Kremlin tire de ces mesures en fonction du rapport des forces entre elle et la bourgeoisie nationale.

Dans le Centre-Est, l'Etat propriétaire impose la gestion des entreprises nationalisées d'après les principes purement commerciaux de l'économie capitaliste : les employés sont les employés privés de chaque entreprise ; tous les bénéfices sont versés au Trésor; toutes les nationalisations sauf celle des biens allemands, hongrois ou collaborateurs, ont été faites sur la base du rachat sous la forme d'obligations d'Etat à 3 et 3,5 %.

La direction appartient à l'administration de l'entreprise. En Allemagne, dans la zone russe, l'administration de l'entreprise est conjointement assurée par quatre délégués, un pour chaque parti politique. Le Conseil des ouvriers et des employés n'exerce pas le contrôle sur la production et n'a aucun droit de gestion. Les délégués ne sont pas élus mais désignés; leur droit est seulement d'apporter des suggestions pour améliorer le rendement. L'ensemble du personnel participe à 10 % du bénéfice net de l'entreprise. Le droit de grève est supprimé dans tout le « glacis ».

Le remplacement des anciennes directions des entreprises désormais étatisées comme l'indemnisation des actionnaires étrangers crée non pas un déplacement de la forme de la propriété, mais un changement de propriétaires; en ce sens, la dualité des pouvoirs (uniquement entre bourgeoisie et bureaucratie stalinienne) a pris également corps dans l'appareil économique.

L'ensemble de l'économie du glacis est régie ainsi par les lois capitalistes même si l'U.R.S.S. s'est assurée sur la base des accords commerciaux, la possibilité de centraliser entre ses mains le commerce extérieur de ces pays et de contrôler le fonctionnement de l'économie nationale par les staliniens [illegible] pays.

La politique des réparations (en moyenne 300 millions de dollars pour chaque pays du « glacis » sauf la Yougoslavie), comme celle du pillage à grande échelle et de la réduction en esclavage de couches très larges de la population du « glacis » (déportées en U.R.S.S.) ont été entreprises par le Kremlin sous l'effet combiné de la destruction de son propre appareil de production, comme de l'incertitude de la durée de l'occupation du « glacis ».

Le maintien de l'économie capitaliste dans l'ensemble du « glacis », la crise économique engendrée par la guerre et les destructions, comme les prélèvements massifs opérés par la bureaucratie ont entraîné l'effondrement successif de toutes les monnaies nationales du « glacis » et une misère sans bornes des masses laborieuses. L'U.R.S.S. manque elle-même de ressources pour amener la production du « glacis », [illegible] serait-ce qu'aux trois quarts de la production d'avant guerre. Dans ces conditions, l'appel au capital étranger devient un besoin qui saisit à la gorge l'ensemble de ces pays. Déjà, les représentants du gouvernement hongrois ont pris un billet d'aller — pour Wall Street — et le gouvernement polonais vient de contracter un emprunt de 90.000.000 de dollars en Amérique. Or, l'appel au capital étranger suppose pour celui-ci la possibilité de dicter des conditions non seulement éocnomiques, mais aussi politiques. Tous les efforts de Molotov dans les conférences internationales seront impuissants à retarder l'effondrement économique du « glacis » qui prépare le retour offensif du capital étranger. Brisée par la mainmise bureaucratique, la combativité révolutionnaire des masses sera incapable de s'opposer à la nouvelle pénétration de l'impérialisme américain.

La politique du « produire à tout prix », le mot d'ordre général dans tous les pays du « glacis » comme dans celui des autres pays européens ne

peut assurer l'indépendance économique du pays sur la base du capitalisme face au capital étranger.

Dans tout le « glacis », outre cette idée de libération du capital étranger, la production au rendement dans le cadre de la dualité des pouvoirs signifie encore une façon de prélever un supplément de plus-value à la classe ouvrière.

La classe ouvrière de tous les pays du « glacis » est devenue le puceron à lait de la bureaucratie.

Le cas particulier de la Yougoslavie

Nulle part dans le « glacis », et dans le reste de l'Europe sauf en Grèce et en Italie, la lutte de classes n'a pris un caractère aussi explosif qu'en Yougoslavie où la défaite a libéré à la fois toutes contradictions sociales et nationales. Dès 1942, le Comité antifasciste de la Libération nationale (l'Avnoy) entièrement contrôlé par les staliniens, couronne une pyramide de Comités ouvriers et paysans en forte proportion, qui, d'après l'expression d'alors de Tito étaient les « germes d'un futur pouvoir du peuple ». «L'Avnoy » dut mener la lutte non seulement contre les nazis et le gouvernement du Quisling yougoslave Neditch, mais aussi contre les « partisans » de Mikaïlovitch soutenus par Neditch. Une véritable guerre civile eut ainsi lieu en Yougoslavie sous couleur de guerre contre l'oppression nationale. Et dès 1943, les sections des partisans de Yougoslavie contrôlèrent entièrement des parties importantes du pays.

Là, mieux qu'ailleurs, on peut apprécier le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme et en même temps ce qui le distingue du réformisme.

La défaite des *partisans* et ensuite l'action des partisans a complètement détruit l'ossature de l'Etat bourgeois. Les anciens partis politiques ont complètement disparus. L'Intelligentsia s'est ralliée aux Comités de Libération nationale. A part l'Armée rouge amie, aucune armée étrangère n'a pénétré sur le sol du pays à la suite de l'effondrement des armées allemandes.

Cependant, les cadres de l'économie capitaliste ont été préservés : pratiquement maîtres du pouvoir, les staliniens n'ont pas procédé, ni à la nationalisation du sol, ni à la socialisation des moyens de production, ni à la planification de l'économie, ni encore moins à l'élargissement de la démocratie populaire engendrée par la création des comités.

Le stalinisme maître du pouvoir a accouché d'une république petite-bourgeoise qui a copié les formes extérieures de l'Etat soviétique dégénéré sans en avoir son contenu. Selon la définition assez alambiquée du chef communiste Pijade, « la Yougoslavie n'est ni une république bourgeoise démocratique, ni une république socialiste, elle est une forme supérieure à la république bourgeoise démocratique, mais inférieure à la république socialiste ».

En réalité, la république yougoslave est l'image même d'une révolution prolétarienne décapitée : avant que celle-ci puisse aboutir à l'instauration d'un véritable régime ouvrier et paysan, la bureaucratie a étranglé la démocratie des comités et les a transformé en une machine bureaucratique d'un Etat petit-bourgeois qui s'appuie sur la base économique de la petite propriété aussi bien à la ville que dans les campagnes.

La « conquête de l'Etat bourgeois »

L'épuration massive, l'organisation « populaire » de l'armée, comme la tendance à l'organisation du parti unique, furent les instruments que le stalinisme utilisa en vue de modifier l'équilibre qui s'était établi entre lui et la bourgeoisie autochtone, à l'intérieur de l'état bourgeois.

L'épuration continua à l'intérieur de chaque pays la lutte contre les éléments hostiles à l'U.R.S.S.

Les épurations les plus massives eurent lieu en Bulgarie, où, en l'espace de huit mois, eurent lieu 131 procès et 2.000 condamnations à mort (dont les trois régents, la plupart des ministres qui se sont succédé en 1943 à 1944 et une grande partie des députés réactionnaires). Cependant, l'exemple de la Bulgarie même prouve que, malgré ces épurations, les représentants traditionnels de la bourgeoisie se retrouvent à des postes-clés dans le gouvernement et à la tête du parti unique appelé « Front de la Patrie ». On peut ainsi comprendre pourquoi un journal bourgeois disait en jugeant l'ensemble des épurations bulgares : « Il est certes mieux de poser des problèmes politiques du pouvoir devant un tribunal plutôt que dans une sanglante guerre civile. » (**Der Bund**, de Berne, 6 févr. 1945.)

L'épuration frappa une partie des éléments les plus compromis et permit du même coup la réhabilitation de ceux qui rejoignirent les divers « Fronts populaires » constitués dans chaque pays.

La dualité de pouvoirs instituée dans le gouvernement, dans l'appareil d'Etat comme dans l'économie, s'est traduite par la refonte de l'armée baptisée « populaire » et « démocratique ». Effectivement, l'ancienne caste des officiers a été en partie dispersée, en partie détruite; en partie, elle s'est adaptée au nouveau régime. Mais le modèle de cette armée « démocratique », c'est l'armée rouge dégénérée qui consacre une forte hiérarchie et une autorité absolue des cadres supérieurs. La démocratisation a été positive dans la mesure où elle a éliminé les ennemis de l'U.R.S.S., mais elle n'a pas entraîné avec elle l'émancipation du soldat.

Le maintien de « l'unité de la résistance » a été pour le stalinisme le masque derrière lequel les partis staliniens ont œuvré à la suppression de toute vie politique et de toute démocratie dans tous les pays occupés.

La constitution des partis uniques avec une plate-forme petite-bourgeoise (Front de la patrie bulgare, Front démocratique roumain, Parti unique de Tito en Yougoslavie), bien tenus en main par les staliniens, a permis à la fois la justification de la politique de freinage de la lutte révolutionnaire et la suppression de tout courant politique quel qu'il soit, hostile au stalinisme.

Là où le Front n'a pu être réalisé, d'une part sous la pression des larges masses qui se sont réfugiées dans des partis réformistes ou bourgeois (Parti Paysan Polonais, Parti Petit-Agrairien Hongrois) le stalinisme a appliqué à leur égard la politique de noyautage de la base au sommet.

La politique germée dans la cervelle d'une bureaucratie dégénérée, celle de pénétrer en force dans la machine étatique bourgeoise pour la faire marcher en faveur du Kremlin, montre par là même la différence existant entre le stalinisme et le réformisme :

En pénétrant la machine étatique, en casant ses créatures aux divers échelons de l'appareil, les réformistes n'éprouvent aucun besoin d'apporter des modifications quelconques dans l'ossature de cet appareil. Par contre, tout en restant sur la base du régime capitaliste, le stalinisme amène, de par sa nature, certaines modifications (réformes agraires, nationalisations extensives, épuration) ; l'explication c'est, comme nous le disions, dans le fait que le stalinisme entraîne, là où il s'empare des postes de commande, une dualité de pouvoirs entre la bourgeoisie nationale et le Kremlin, tandis que les réformistes, agents du capitalisme autochtone, ne portent, de ce fait, aucun partage du pouvoir.

***

Le même souci de conquérir l'appareil de l'Etat bourgeois, non pour le briser, mais pour le faire servir à ses propres fins, dicte également la politique stalinienne à l'extérieur du glacis. Mais l'aboutissement ne peut être le même : tandis que, dans les pays occupés, l'assimilation structurelle est l'aboutissement logique de la contradiction qui oppose la bourgeoisie nationale et la bureaucratie, dans les pays tels que la France, l'Italie, la Belgique, etc., les bases mêmes du régime capitaliste ne sont pas le moins du monde menacées par la participation plus ou moins grande des staliniens au gouvernement. Cette politique a d'ailleurs été préfigurée et encore dans les conditions d'une guerre civile ouverte dans la politique poursuivie par le stalinisme en Espagne de 1936 à 1939.

Examinons concrètement la politique stalinienne actuelle :

L'essence de la politique stalinienne à l'extérieur de l'U.R.S.S., est la « conquête » de l'Etat bourgeois, la neutralisation de la bourgeoisie et l'établissement d'une dualité de pouvoirs en faveur du Kremlin. Une telle dualité de pouvoir est une forme défigurée de la dualité de pouvoirs entre la bourgeoisie et le prolétariat et, dans ce sens, elle ne peut prendre corps que dans la mesure où a lieu une large radicalisation des couches ouvrières et paysannes.

Cependant, il suffit de comparer d'une part la politique des partis staliniens dans les pays alliés au Kremlin avec celle pratiquée dans les pays qui ne le sont pas, d'autre part de rappeler les divers tournants de chacun des partis staliniens pour se rendre compte qu'aucun parti dans l'histoire, quel qu'il soit, n'a jamais pu tenir si peu compte de la réaction de sa base.

En effet, en 1936, en France, en pleine montée révolutionnaire, en juin, le P.C. ose, avec un cynisme qui ferait pâlir le réformisme, lancer le mot d'ordre qu'il faut savoir terminer une grève. En 1938, en pleine période de reflux, il ose

appeler à la grève et à la défaite (novembre). En 1939, à la suite du pacte germano-russe, il devient défaitiste pour devenir patriote en 1941. En 1945, en pleine montée, il ose procéder à la dissolution des gardes patriotiques et à la liquidation des C.L.N. et autres comités (janvier). En 1946, il tourne sur la question des salaires sans toutefois abandonner le mot d'ordre qui le contredit, celui de produire. La constante de ces variations sont les intérêts de la bureaucratie soviétique et, par conséquent, l'état de ses relations internationales. Cependant, cette constante apparaît difficilement à travers les derniers tournants, aux yeux de la classe ouvrière.

La guerre a libéré d'une façon explosive une série de contradictions contenues jusque-là par le régime capitaliste. Mais le stalinisme s'est montré infiniment plus capable que le réformisme de « pourrir » la montée révolutionnaire. La guerre, bien qu'à des niveaux différents et avec une ampleur variable, s'est transformée en guerre civile en Italie, en Grèce, en France, dans le « glacis » et en Allemagne même, dans les colonies. La lutte de classes connaît un véritable renouveau en Amérique et en Angleterre.

Cette montée révolutionnaire s'est traduite en grande partie par le renforcement des partis staliniens, qui n'ont été à aucun moment débordés par elle et ce débordement apparaît comme un problème infiniment plus complexe que ne le fut le débordement du réformisme en 1918.

L'opposition des impérialistes anglais et américains réhabilite dans une certaine mesure le stalinisme même en Allemagne où, pourtant, il avait le moins de chances de reprendre des forces.

L'opposition farouche que rencontrent les P.C. de la part des bourgeoisies nationales qui voient en eux un danger du fait que, contrairement au réformisme, les staliniens ne sont pas ses propres agents, mais les agents de la bureaucratie soviétique, non seulement renforce le crédit des P.C. auprès des masses, mais donne à faux un cachet révolutionnaire même aux mesures les plus réactionnaires proposées dans les divers pays capitalistes par les partis staliniens.

Le programme du C.N.R., auquel s'en est tenu, au fond, le stalinisme, ne se distingue pas de n'importe quel programme réformiste. Il n'y a rien de progressif dans le mot d'ordre des nationalisations. Les actionnaires, grassement indemnisés, peuvent reconstituer des entreprises libres et, en plus, leurs hommes se retrouvent dans les anciennes entreprises à des postes de commande. L'opposition de la bourgeoisie vient du fait que le stalinisme introduit ses hommes dans les postes de commande économique à travers cette opération qui, cependant, est économiquement rentable pour les capitalistes. Le mot d'ordre « produire », destiné à amener la libération de la tutelle du capital étranger, de ses crédits comme de ses investissements, a été accueilli avec joie par les capitalistes ; mais, bien entendu, il n'a pas pu ni sauver la monnaie, ni assurer la réapparition, en quantité suffisante, des marchandises sur le marché, ni éviter l'appel final aux crédits étrangers. La théorie stalinienne du « malthusianisme » des trusts (qui sabordent certaines productions à cause de leur non-rentabilité) présentée comme une riposte des trusts aux efforts de production prônés par les staliniens est une absurdité.

⁂

Pour aboutir, au dehors du « glacis », à la conquête des postes-clés dans l'Etat bourgeois, les P.C. restent évidemment fidèles à l'idée de conquérir d'abord la plus grande partie, sinon l'ensemble de la classe ouvrière ; de là la politique d'unité et du Parti Ouvrier Unique. De là aussi la suppression, par tous les moyens, de toute tentative de regroupement de l'avant-garde révolutionnaire. La conquête de la classe ouvrière signifie, pour un parti révolutionnaire, la possibilité de poser effectivement la question du pouvoir, puisque la révolution elle-même est un moyen (par l'utilisation immédiate du pouvoir politique) d'attirer, du côté de la classe ouvrière, ses alliés naturels, les couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie des villes et de campagne). Pour les partis staliniens, au contraire, cette conquête est, de loin, insuffisante, puisqu'elle ne permet pas, dans les cadres de la démocratie bourgeoise, de poser la question de la conquête de l'Etat.

De là la nécessité d'élargir infiniment plus cette base, de conquérir sur une plate-forme même nationaliste, des couches larges de la petite bourgeoisie. (La propagande stalinienne est une propagande pour les *partis* communistes — et non plus pour une quelconque *doctrine* communiste.) De là aussi le souci de satisfaire aux intérêts capitalistes de ces classes moyennes.

De là aussi la contradiction apparente entre les divers P.C. nationaux devenus, chacun dans leur pays respectif, des hérault du nationalisme chauvin (Tito revendiquant Trieste en même temps que Togliatti ; le P.C. allemand se posant en champion de l'unité allemande en même temps que le P.C.F. demande le détachement de la Ruhr).

La possibilité des semi-tournants à gauche, comme celle d'un ample changement de la ligne politique actuelle des partis staliniens est inhérente au caractère même de la bureaucratie soviétique comme à la position de l'Etat soviétique dégénéré entouré par le capitalisme.

Devant le renforcement des partis bourgeois à la lisière du « glacis » comme hors du « glacis », les P.C. peuvent faire, sur le fond même de cette politique de « conquête de l'Etat bourgeois », des demi-tournants à gauche comme celui sur la question des salaires en France, (qui correspond au souci, non seulement de lâcher du lest devant la classe ouvrière, mais aussi et surtout de riposter aux accords économiques franco-américains).

SIX THESES

(Conclusions)

1. Deux faits essentiels, engendrés par la guerre, dominent la situation internationale : en même temps qu'elle a favorisé la constitution d'un front inter-impérialiste plus uni que jamais, et qu'elle a permis à l'impérialisme américain d'œuvrer à la transformation de l'Allemagne occidentale et du Japon, en des places d'armes anti-soviétiques sous son contrôle, la deuxième guerre mondiale, tout comme la première, a libéré, sous une forme explosive, les luttes de classes à l'échelle mondiale, y compris aux Etats-Unis même. La première vague libérée par la guerre, a mené à la reconstitution rapide des puissantes organisations réformistes et surtout stalinienne, au rétablissement, dans certains pays européens, de la démocratie bourgeoise, à l'ébranlement des assises des anciens empires coloniaux (libération nationale de l'Indonésie et de l'Indochine).

⁂

2. La bureaucratie stalinienne et les anciens partis de la III[e] Internationale (bénéficiaires du prestige conféré par la victoire militaire) sont devenus les principaux polarisateurs de la radicalisation des masses qu'ils efforcent d'utiliser en faveur de la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. contre le front uni inter-impérialiste. Mais le Kremlin ne peut enregistrer, en faveur de la révolution prolétarienne comme de la défense de l'U.R.S.S., pas plus de succès à l'échelle internatioale, qu'il n'en enregistre à l'intérieur en faveur du maintien des conquêtes de la Révolution d'Octobre : à l'intérieur il pourrit le socialisme (suppression de la démocratie prolétarienne, étouffement des soviets, renforcement des privilèges bureaucratiques, accroissements de la force contre-révolutionnaire des nepmen, koulaks, hauts cadres de l'industrie, maréchaux) en même temps qu'il maintient la planification, la nationalisation du sol, la socialisation des moyens de production (ou mieux leur étatisation complète) comme le monopole du commerce extérieur; à l'extérieur il pourrit les bases de la révolution, même si, dans certains cas, il porte au delà des anciennes frontières de l'U.R.S.S. son système de production (Pays Baltes, Bessarabie, Pologne orientale).

Tout en dénonçant le plans antisoviétiques et les préparations de la troisième guerre mondiale par l'impérialisme, tout en éclairant les masses sur la signification sociale de l'opposition de l'impérialisme à l'U.R.S.S., nous devons mettre en avant le mot d'ordre *de retrait de toutes les troupes d'occupation d'Europe* et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'action de la bureaucratie dans la zone contrôlée par elle brise le mouvement révolutionnaire du prolétariat et prépare seulement un terrain favorable à l'offensive de la réaction.

Nous devons reprendre le mot d'ordre du droit de n'importe quelle république soviétique de rompre avec le Kremlin. Nous ne sommes par pour la défense abstraite de l'U.R.S.S. et nous ne restons pas impassibles devant la putréfaction qu'elle introduit dans toute une zone d'Europe.

⁂

3. L'étude de la politique stalinienne dans les pays du « glacis » (non annexés mais contrôlés) à l'extérieur du « glacis » comme dans les pays impérialistes échappant à toute influence profonde de sa part (Etats-Unis et Grande-Bretagne) révèle le caractère contre-révolutionnaire et inefficace de la politique de défense bureaucratique de l'U.R.S.S.

a) *Dans les pays du « glacis »*, la bureaucratie, aidée par la courroie de transmission représentée par les partis staliniens, a contribué à l'instauration d'un régime de dualité de pouvoirs en-

tre elle et la bourgeoisie autochtone. Les réformes agraires, les nationalisations, l'épuration ne peuvent pas changer les bases du régime capitaliste dans ces pays. L'exemple de la Yougoslavie, véritable révolution prolétarienne avortée, montre parfaitement le rôle néfaste de la bureaucratie. Les mesures entreprises afin de stabiliser cette dualité de pouvoirs, maintenue plus à la pointe des baïonnettes que grâce à la pression des masses, ne peuvent empêcher une nouvelle avance de l'impérialisme américain qui, par le système des crédits ouvre des brèches non seulement dans le « glacis » mais aussi à longue échéance en U.R.S.S. même.

b) *Dans les pays extérieurs au « glacis »* (pays européens ou coloniaux) les partis staliniens utilisent la radicalisation des masses afin de pénétrer dans l'Etat bourgeois et s'assurer, par les positions prises du haut en bas de l'appareil, la possibilité de neutraliser les impérialismes secondaires afin de les empêcher de rejoindre le bloc anti-soviétique. L'exemple de l'Indochine, révolution prolétarienne dans les colonies, arrêtée au stade de la Libération nationale prouve que la bureaucratie est incapable de mener la lutte au delà du rétablissement forcément instable de la démocratie bourgeoise.

Cependant la position du stalinisme, différente de celle du réformisme du fait de sa dépendance de la bureaucratie du Kremlin et non des bourgeoisies indigènes, permet aux partis staliniens, dans les conditions de la lutte contre le bloc impérialiste, et pour la défense de leurs positions d'infiltration dans l'appareil de l'Etat bourgeois, tantôt d'utiliser la radicalisation des masses pour renforcer cette position, tantôt d'intervenir eux-mêmes comme un élément *radicalisant sur un faux terrain*, la combativité révolutionnaire (insurrection nationale; établissement de la démocratie bourgeoise dans les colonies; « tournants » sur les salaires, etc.).

c) *Dans les grands pays impérialistes*, la poursuite de cette même politique de « conquête de l'appareil étatique bourgeois » (d'autant plus impuissante que les partis staliniens respectifs sont sans influence dans les masses) montre qu'il s'agit, en l'occurence, de l'orientation profonde dans cette voie, du stalinisme.

⁂

4. La possibilité de mobiliser les masses, de les radicaliser à faux, pour qu'elles contribuent au renforcement de la pénétration bureaucratique dans l'appareil bourgeois, et l'opposition de la bourgeoisie indigène qui en résulte, met un cachet faussement révolutionnaire à bien des mesures réactionnaires quant au fond (nationalisations avec indemnité, armée populaire, etc.) et renforce l'emprise stalinienne à un degré que nous n'avons jamais su apprécier suffisamment.

Compte tenu de ces considérations, il serait donc faux de voir dans chaque tournant ou esquisse de tournant une pression immédiate de la part des masses, et un débordement toujours « imminent » de l'emprise bureaucratique.

Si l'instabilité de la démocratie bourgeoise, et la croissance du péril réactionnaire comme l'impuissance évidente de la politique de « conquête de l'appareil bourgeois » d'apporter (surtout à l'époque du capitalisme décadent) la moindre solution aux maux dont souffrent les masses populaires, créent à la longue les conditions du débordement de l'appareil stalinien, ce débordement a lieu à un rythme bien plus lent que nous l'avons estimé.

⁂

5. L'illusion sur la rapidité du débordement des partis staliniens engendre souvent l'impatience gauchiste et une politique sectaire. Une telle politique risque « d'impuissanter » l'avant-garde révolutionnaire, l'empêche d'utiliser avec hardiesse les mots d'ordre démocratiques et transitoires et peut se transformer à la longue en un frein pour le développement du parti.

Infiniment plus dangereuse et plus stérilisante est cependant, surtout en période de montée, la politique de stalinisme de gauche, qui fait de la politique du parti révolutionnaire un décalque de chaque variante et de chaque tournant stalinien, même si ce décalque se pare d'une couleur de rouge vif (insurrection nationale : oui ! La révolution prolétarienne sortira du mouvement national des masses; il faut exiger l'application du programme du C.N.R.; le programme des gauches, partons de lui pour demander l'application de ce qu'il a de progressif, etc...). Une telle politique coupe la voie aux éléments qui se détachent du stalinisme et n'ouvrent par au parti une audience durable parmi ceux qui suivent encore les staliniens.

⁂

6. La vague de grèves qui se développe maintenant sur le fond de la « reconversion » et du « passage à une économie de paix » (en même temps que continue l'occupation des trois quarts des pays européens, n'est qu'une préface à de nouveaux et de puissants bouleversements sociaux. La force du prolétariat est intacte. Les principaux combats sont devant nous et non derrière nous.

D'immenses possibilités sont ouvertes à l'avant-garde révolutionnaire à condition qu'elle sache, politiquement, freiner ses impatiences en même temps qu'elle saura combattre l'adaptation capitularde au stalinisme.

LA SITUATION INTERNATIONALE

La situation internationale est caractérisée :

1° *Par l'opposition entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme.* — A l'issue de la deuxième guerre mondiale et après l'effondrement de l'Allemagne, l'opposition entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme, essentiellement l'impérialisme américain, a grandi. La lutte se mène sur tous les plans : Economiquement, l'Amérique pénètre dans le « glacis » par l'intermédiaire d'une série d'emprunts (Pologne, Hongrie), ce qui lui permettra de poser ses conditions. Politiquement et militairement, l'impérialisme américain tend à transformer l'Allemagne, le Japon et la Chine en bastions antisoviétiques. L'Amérique recourt également au chantage militaire (expérience de Bikini) et à la préparation de l'opinion publique à l'idée d'une nouvelle guerre. Devant cette offensive, la bureaucratie essaie de maintenir le glacis fermé ; sur le plan intérieur, son nouveau plan quinquennal est entièrement basé sur les ressources propres de l'U.R.S.S. ; dans les pays impérialistes elle poursuit une politique de neutralisation de la bourgeoisie (voir le texte sur l'U.R.S.S.).

2° *Par le déséquilibre croissant entre une Europe appauvrie et ruinée et l'impérialisme américain en pleine expansion.* — Au lendemain de la guerre, l'Amérique se trouve à la veille d'une crise de surproduction et de chômage, source certaine d'une exacerbation des conflits sociaux. Par contre, on assiste en Europe à une véritable politique « d'accumulation primitive » (surexploitation). Chaque pays est arrivé à rapiécer son appareil de production, mais sans que cela se traduise par une régénération de cet appareil. L'impérialisme américain, qui a concédé un certain nombre d'emprunts, tend à transformer certains pays en pays complémentaires. Son expansion se porte essentiellement vers le monde asiatique. En Europe, elle a fourni aux divers impérialismes des béquilles, mais celles-ci sont en bois; elle recommence la même politique empirique qu'après l'autre guerre, où les emprunts importants ne furent concédés qu'après les premières défaites réelles du prolétariat. L'Amérique va de plus en plus regorger de marchandises et d'or, alors qu'on assistera en Europe, dans les cadres d'une économie à reconstruire, à l'abaissement du niveau de vie des couches travailleuses, à l'effondrement des monnaies, au chômage et à l'exacerbation des conflits sociaux.

3° *Par le développement des conflits sociaux :*

a) *Aux Etats-Unis.* — Malgré leur ampleur, les grandes grèves américaines n'ont pas ébranlé le régime. Ces mouvements n'en sont encore qu'à leur phase préliminaire. La constitution d'un Labour Party qui fédérera toutes les organisations ouvrières reste l'objectif essentiel de la période à venir.

b) *En Angleterre et dans l'Empire.* — La stabilité est plus grande qu'on aurait pu le croire au lendemain de la guerre. La lutte n'a pas encore pris une forme explosive. La confiance des masses travailleuses dans le Labour est encore entière.

c) *En Allemagne.* — Il est temps de rejeter cette fameuse idée qui, partant de l'erreur de rythme que nous avions commise, en ce qui concerne la révolution allemande, consiste à repousser pour une très longue période tous mouvements révolutionnaires du peuple al-

lemand. La décomposition du fascisme en bonapartisme post-fasciste a été très lente en Allemagne. La raison doit en être recherchée à la fois dans la terreur nazie et dans le fait que les victoires remportées par le nazisme de 1939 à 1943 ont fait bénéficier des conquêtes réalisées certaines couches de la petite bourgeoisie et même du prolétariat. Ce phénomène explique, d'ailleurs, l'influence que peuvent encore avoir les mythes hitlériens. Mais la division de l'Allemagne en quatre zones, la misère qui s'est installée partout et surtout le redémarrage de l'appareil de production — peu détruit (excepté en zone russe où la bureaucratie a procédé à un pillage systématique) — ont déjà déterminé des grèves et des mouvements sociaux qui ne peuvent qu'aller en s'accentuant. La volonté du peuple allemand de maintenir l'unité de l'Allemagne s'exprimera de plus en plus.

Alors que l'Angleterre est pour le maintien du statu quo, l'Amérique, qui se prononce pour le fédéralisme, essaie de faire de l'Allemagne un bastion antisoviétique. La bourgeoisie française poursuit sa politique de pillage; le détachement de la Ruhr qu'elle propose apparaît comme de plus en plus dépassé. Les dirigeants du P.C.F. se rangeront d'ailleurs rapidement sur la position soviétique qui vise à empêcher que les zones industrielles ne deviennent des secteurs indépendants, base de production antisoviétique.

En ce qui concerne l'Allemagne et tous les pays européens occupés par les armées alliées, nos mots d'ordre sont : *retrait immédiat des troupes d'occupation, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe.*

d) *En Italie.* — La décomposition du fascisme en bonapartisme post-fasciste a été beaucoup plus rapide qu'en Allemagne, ainsi que nous l'indiquons plus haut. Les divers mouvements révolutionnaires n'ont pas été victorieux, mais la classe ouvrière italienne n'a pas subi de défaite. La lutte pour la démocratie et pour la république a été le point de départ d'une véritable guerre civile.

e) *En Espagne.* — L'impérialisme anglo-américain reste le plus fidèle serviteur de Franco. Le renversement du franquisme en Espagne est lié à l'éclatement de grands mouvements révolutionnaires en Europe et à la victoire d'un de ces mouvements.

f) *Dans les colonies et semi-colonies.* — Les mouvements qui ont pris naissance dans ces pays (Indes néerlandaises, Indochine, Chine) piétinent actuellement sous la pression combinée de l'appareil militaire de la métropole et de la bureaucratie stalinienne. La crise européenne exercera sur eux une influence certaine; elle leur permettra de repartir de l'avant. Nos mots d'ordre essentiels restent : *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, indépendance des peuples coloniaux, retrait des troupes étrangères.*

Il est important de comprendre que la crise révolutionnaire ouverte par la guerre n'en est qu'à ses débuts.

Partout, la maturation se poursuit. Si la classe ouvrière n'a pas remporté de victoire, elle n'a pas non plus subi de défaites ; c'est seulement en Grèce qu'une défaite partielle a été enregistrée. Le caractère des mouvements ira en s'accentuant, mais il y a entre l'Amérique et l'Europe des différences importantes. En effet, si en Amérique les grandes grèves n'ont pas mis en danger la stabilité du régime, il en est tout autrement en Europe où les mouvements prennent tous un caratère aigu. L'apparition de la démocratie est caratéristique du fait que la classe ouvrière a conservé toutes ses possibilités de combat. La transcroissance vers les Comités et les Soviets ne s'est pas opérée en fonction, d'une part de la capitulation des réformistes et des staliniens qui ont limité leur action à la constitution d'une république bourgeoise, d'autre part, de la faiblesse du parti révolutionnaire. La bourgeoisie a poussé au premier plan un seul parti qui garde un aspect parlementaire : le parti de la démocratie chrétienne, dépendant du Vatican et soumis à l'influence de l'Amérique.

Les partis de la IV[e] Internationale se trouvent aujourd'hui dans une situation éminemment favorable. On peut dire d'eux qu'ils ont le vent en poupe. Cependant leur développement en partis de masse sera encore long. Il faut apprendre la perspective longue, comprendre le stalinisme qui reste la clef de la situation. L'impatience qui engendre aussi bien le poumisme que le sectarisme, est une entrave qui compromettra notre développement et par là même nos possibilités de victoire.

LA SITUATION FRANÇAISE

SUR QUELS MOTS D'ORDRE COMBATTRE

I. La situation économique.

En août 1944, l'appareil de production était complètement désorganisé. Cette situation était grosse de périls pour la bourgeoisie française.

La politique du « Produire d'abord » pratiquée par les staliniens a permis à la bourgeoisie de passer ce cap difficile. Grâce à l'effort des travailleurs et à leur surexploitation la bourgeoisie est arrivée à rapiécer son appareil de production et à atteindre 80 % du niveau de production d'avant guerre.

Les affirmations qu'il faudrait au moins vingt-trois ans pour atteindre le niveau de 1938 s'avèrent erronées.

La reprise n'est pas la même dans tous les secteurs : si la production de charbon et d'automobiles de tourisme dépasse celle de 1938, si celle de la laine a atteint 90 % du taux de 1938, par contre l'extraction du minerai et la production de la fonte, par exemple, sont à peine à la moitié et au tiers respectivement.

La remise en marche de l'appareil de production ne signifie nullement une régénération de cet appareil. La bourgeoisie française, caractérisée comme une bourgeoisie usuraire, continue à posséder un appareil vétuste dont le niveau de production reste très faible si on le compare aux pays impérialistes de premier plan.

D'autre part, nous avions raison de dire dans les thèses du dernier congrès, que le sabotage de la bourgeoisie n'était qu'un leurre et que le mot d'ordre stalinien : « les trusts sabotent » n'avait comme objectif que de : « dévier la lutte des masses contre le capitalisme pour le remplacer par la lutte contre une clique avide placée au-dessus de la nation ». La bureaucratie stalinienne a d'ailleurs rejeté ce slogan devenu inutile et ceux qui affirmaient (*Thèses de la minorité*, p. 26) « le sabotage des trusts pour parler comme le P.C. est très réel et de multiples scandales ont permis d'en déceler l'existence », peuvent vérifier que la « politique du pire » n'a jamais existé.

En effet, la bourgeoisie a mis à profit les deux années qui viennent de s'écouler pour remettre en marche son appareil de production ; cet effort s'est évidemment fait anarchiquement avec comme souci dominant, la recherche du profit immédiat, c'est-à-dire en un mot avec toutes les caractéristiques propres au régime capitaliste.

La faiblesse (dès avant la guerre de 1939) de la bourgeoisie française la rend incapable de se passer de l'aide étrangère.

La politique de bascule entre l'Union soviétique et les Alliés, que la bourgeoisie avait entrepris au lendemain de la guerre (accord franco-soviétique) ne s'est pas poursuivie bien longtemps, d'une part parce que l'Union soviétique a été incapable de lui donner une aide économique réelle, d'autre part parce qu'en face du conflit grandissant entre les impérialismes anglo-saxons et l'U.R.S.S. la bourgeoisie française ne peut choisir que le camp impérialiste.

Elle a donc fait appel à plusieurs reprises à l'impérialisme américain. Si celui-ci ne lui a consenti jusqu'à présent qu'une aide relativement faible, c'est non seulement à cause de l'incertitude qui plane sur l'évolution de la politique française, mais encore parce que la bourgeoisie américaine exige des garanties tant économiques que politiques importantes, et enfin parce que la bourgeoisie américaine est opposée à un véritable redressement de l'économie française qui gênerait dans une mesure quelconque son expansion.

En poussant au redémarrage de la

production sur la base du capitalisme, les staliniens ont essayé de limiter l'ingérence de l'impérialisme américain pour empêcher que la France ne devienne une nouvelle assise antisoviétique. C'est là une politique de Gribouille car *le renforcement d'un état capitaliste ne peut finalement que se retourner contre l'U.R.S.S.*

⁂

Le redémarrage de la production ne s'est pas traduit par un accroissement des marchandises sur le marché. Les travailleurs n'ont pu bénéficier de l'effort qu'ils ont fourni.

Cela s'explique d'une part par la gangrène du marché noir qui ronge l'échafaudage commercial et industriel; cela s'explique encore par le fait qu'une partie importante, la presque totalité de la production dans certains domaines, est exportée par nécessité de se procurer des devises.

L'hypertrophie bureaucratique et les charges d'un budget élevé font que la balance commerciale, malgré la croissance au double de la valeur des exportations se solde par un déficit très important. Criblé de dettes, l'Etat n'a plus qu'une ressource : l'appel à la planche à billets, c'est-à-dire la dépréciation continuelle de la monnaie. Le nombre de billets de banque en circulation est passé de 129 milliards en 1939 à 680 milliards en avril 1946; la dette envers la Banque d'émission, de 36 milliards en août 1939 à 495 milliards en mars 1946; la dette publique, de 446 milliards en août 1939 à 1.891 milliards en mars 1946.

Grâce au redémarrage et aux emprunts, la dépréciation de la monnaie se produit de palier en palier sans amener un effondrement brusque.

C'est dans ces conditions particulières que la classe ouvrière est amenée à passer à l'action pour défendre son niveau de vie qui n'a cessé d'être rabaissé afin de permettre que la production reparte dans le cadre du capitalisme pourrissant.

C'est de ces réalités que nous devons partir pour démontrer :

1. Que le replâtrage du régime capitaliste ne peut servir à l'accroissement du bien-être des masses, mais à l'abaissement de leur niveau de vie.

2. Que les nationalisatioins avec indemnité et sans contrôle ouvrier ne servent qu'à camoufler la faillite du régime.

3. Que même si la production atteignait le niveau de 1938, il serait ridiculement bas par rapport à la production des autres pays et il ne permettrait pas aux travailleurs d'avoir le même pouvoir d'achat qu'avant la guerre.

4. Pour que la production puisse profiter aux travailleurs il faut un plan de production élaboré par les syndicats et appliqué sous le contrôle des ouvriers. La solution n'est pas individuelle mais collective. Il ne s'agit pas qu'un ouvrier augmente son rendement et par là même sa surexploitation. Il s'agit d'organiser rationnellement la production en développant telle ou telle branche. ***Il s'agit d'en finir avec l'anarchie capitaliste et d'exproprier les gros actionnaires et les 200 familles; de nationaliser tous les secteurs clés. Seuls les travailleurs peuvent imposer et contrôler l'application d'un tel plan.***

5. Que les importations et les exportations doivent être placées sous le contrôle des travailleurs. Il ne peut évidemment s'agir de vivre en économie fermée, mais, pour éviter que les exportations ne se fassent sur le dos de la classe ouvrière, il faut que les travailleurs exercent un contrôle sur elles.

Il faut donc abandonner la répétition stérile sur « l'impuissance » des capitalistes à faire redémarrer la production, sur la situation épouvantable de l'économie et faire un tournant vers la réalité.

Il faut expliquer que le capitalisme décadent essaye, et réussit en partie, une véritable répétition de « l'accumulation primitive », afin de se tirer de l'impasse sans issue dans laquelle il s'enfonce.

II. L'évolution de la situation politique.

En août 1944, après l'effondrement de Vichy, *une dualité de pouvoirs* s'était créée d'une part, entre l'armée avec de Gaulle à sa tête, autour de laquelle s'était agrégé l'appareil bureaucratique vichyssois et, d'autre part, les divers Comités comme les C.L.N., les Comités d'usine et les Milices patriotiques.

Le gouvernement de Gaulle résorba cette dualité grâce à la capitulation des staliniens et des réformistes, partisans de « l'unanimité nationale », principalement à la suite du pacte franco-soviétique. Si de Gaulle n'avait aucun compte à rendre au semblant de parlement qu'il avait institué (la Consultative), il n'en reste pas moins que la caractéristique de ce régime à allure bonapartiste est l'impuissance de Bonaparte : a) le pouvoir de celui-ci fut limité du fait que la classe ouvrière qui n'avait subi aucune défaite ne pouvait être amenée à céder du terrain que dans la mesure ou l'appel à la capitulation venait des leaders staliniens et réformistes. b) du fait que l'appareil bureaucratique lui-même, sous la pression des masses, était obligé de sacrifier une partie de ses cadres (Epuration), perdant ainsi en efficacité et en force.

Aucun gouvernement ne pouvait être constitué en dehors des organisations ouvrières.

De Gaulle-Bonaparte n'avait qu'un sabre en bois.

⁂

Les élections d'octobre et le referendum aboutirent à l'institution d'une Constituante souveraine, représentant réellement le centre de la vie politique française. Malgré la limitation des pouvoirs que représentait la majorité des oui-oui, la majorité socialiste et communiste au parlement et la base large qu'elle représentait dans le pays, lièrent les mains à de Gaulle.

L'aspirant Bonaparte n'aurait pu briser le cadre de cette démocratie qu'à travers un coup d'état militaire. Une telle tentative se serait transformée en une aventure sans espoir, la classe ouvrière restant unie, derrière les grandes organisations réformiste et stalinienne. C'est dans ces conditions que de Gaulle dût quitter le pouvoir; son espoir de retourner effectivement à la direction du pays ne pouvant résider que dans l'usure du P.C.F. et du P.S.

Il est certain que la démocratie à la période du capitalisme décadent n'est *qu'une étape extrêmement instable de l'évolution politique.* Si elle n'est pas dépassée par la formation des Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, se dressant contre l'appareil bourgeois, cette démocratie est inévitablement ramenée vers le bonapartisme, la base de masse des organisations ouvrières se rétrécit et les couches de la petite bourgeoisie se détournent d'elle.

Cet équilibre instable entre les classes est fait de retournements brusques de la petite bourgeoisie dans l'un ou l'autre sens, mais la bourgeoisie ne pourra briser les cadres de cette démocratie que dans la mesure où la classe ouvrière aura épuisé son potentiel révolutionnaire dans une série de combats qui se solderont *par une succession de défaites partielles.*

⁂

Epuiser les formations ouvrières au gouvernement de collaboration de classes, harasser la petite bourgeoisie, discréditer le système parlementaire, telle est la stratégie actuelle de la bourgeoisie.

La Constituante n'a nullement été débordée par la constitution des Comités ; les illusions démocratiques qui prennent, surtout, dans la classe ouvrière, le caractère d'illusions dans les possibilités parlementaires des bureaucrates staliniens et réformistes, le fait que ceux-ci disposaient d'une majorité à la Chambre et d'un grand nombre de postes au gouvernement, a fait stagner et piétiner la classe ouvrière. C'est dans ces conditions qu'eut lieu la préparation au referendum du 5 mai.

La rupture du M.R.P. avec le projet de Constitution qu'il avait élaboré en commun avec le P.C.F. et le P.S. cristallisa d'un côté le bloc des partis bourgeois, de l'autre le bloc des partis se réclamant de la classe ouvrière. En fait la lutte avait dévié. La question de la Constitution passait au second plan. En outre le problème n'était nullement celui du choix entre la Constituante et les Comités.

1. Le problème posé devant l'avant-garde était celui-ci : comment *agrandir la petite brèche qui s'était produite entre les partis ouvriers, d'une part, et les partis bourgeois, de l'autre ?*

2. En votant oui, les ouvriers, qui ne se plaçaient nullement sur le terrain de la Constitution, entendaient donner la majorité aux partis ouvriers contre les partis bourgeois.

C'est de cette réalité qu'il fallait partir pour adopter notre tactique.

Il ne s'agissait nullement pour nous d'accepter cette Constitution. Bien au contraire, nous avons dénoncé son caractère réactionnaire et antidémocratique. Mais il s'agissait, en partant de ce que pensait la classe ouvrière, de lui faire faire un pas en avant. Nous l'appelions à voter oui, c'est-à-dire, voter pour les partis ouvriers, c'est-à-dire, voter pour la rupture de la coalition.

Répondre non c'était se réfugier dans une position de sectaires impuissants qui ne partent pas de la réalité telle qu'elle est, mais telle qu'ils souhaitent qu'elle soit. En outre, c'était mêler nos voix à *l'ensemble des partis bourgeois* contre le bloc des seuls partis se ré-

clamant de la classe ouvrière et de la C.G.T.

Boycotter, c'était se refuser de prendre position devant la réalité d'une rupture si restreinte soit-elle entre les partis ouvriers d'une part, les partis bourgeois de l'autre.

La défaite du oui a signifié que la bourgeoisie a réussi à attirer une couche importante de la petite bourgeoisie qui votait jusque là, socialiste; en ce sens elle a été une défaite partielle (même si elle s'est située sur le terrain parlementaire) de la classe ouvrière.

Les élections du 2 juin ont encore permis à la bourgeoisie de garder ces couches petites bourgeoises qui se sont détournées des organiastions ouvrières.

Ceci ne veut pas dire, ni que les cadres de la démocraties aient été brisés, ni que le bonapartisme se soit renforcé, ni que le retournement vers la droite de la petite bourgeoisie soit définitif.

Le pays reste ingouvernable. La division en deux parties sensiblement égales du pays n'est pas définitive. La petite bourgeoisie se tourne tantôt de son côté droit, tantôt de son côté gauche, ce qui prouve que le pays « a la fièvre », comme le disait une fameuse expression de Trotsky. La crise révolutioinnaire n'a pas abouti du tout à une solution quelconque depuis 1944.

En fonction de sa stratégie que nous avons définie plus haut, la tactique de la bourgeoisie vise à l'institution d'un Exécutif fort, c'est-à-dire, au muselage du Parlement et à la concentration de l'autorité entre les mains de l'appareil étatique.

Dans ces conditions, la lutte pour les mots d'ordre démocratiques par les méthodes révolutionnaires, restent pour nous une tâche fondamentale :

Pour la souveraineté d'une Assemblée unique élue au suffrage égal et secret.

Pour la proportionnelle intégrale et l'utilisation des restes sur le plan national.

Contre toute reconstitution d'un Sénat camouflé.

Contre un président de la République aux pouvoirs dictatoriaux, un espèce de Daladier gouvernant à l'aide de décrets-lois.

Défense de la laïcité, élément de base de la démocratie, acquis de longue date.

Contre tout renforcement de la magistrature et son élévation au-dessus de l'Assemblée.

UNE ASSEMBLEE UNIQUE ET SOUVERAINE ! PAS DE SENAT CAMOUFLE ! PAS DE DICTATURE AU-DESSUS DE L'ASSEMBLEE ! Voilà notre « programme constitutionnel ».

Naturellement ce programme n'est pas pour nous une corde démocratique a passer autour du cou de la classe ouvrière. Notre but est celui d'ouvrir la voie vers les Comités et vers le renversement de la bourgeoisie. Sur cette route les mots d'ordre démocratiques ont une importance capitale.

⁂

Comment faire la liaison entre ces revendications et : 1° la lutte dans la rue; 2° la question du gouvernement.

La classe ouvrière n'a cédé du terrain que sous la pression de ses dirigeants dans lesquels elle a encore confiance dans sa masse écrasante. « Le débordement » est infiniment plus long que nous ne l'avions estimé. Nous nous sommes expliqué à ce sujet par ailleurs.

Aujourd'hui, sous la pression aussi bien du mécontentement grandissant devant l'abaissement du niveau de vie, qu'en fonction du recul qu'il a subi au 2 juin, le parti stalinien, et d'une façon fort hésitante le parti réformiste ont posé la question d'une revalorisation des salaires. Evidemment nous devons être à la pointe de cette lutte, pour :

1. *Une revalorisatioin effective garantie par l'échelle mobile.*

2. *Pour le contrôle ouvrier sur les prix et la suppression du secret commercial.*

3. *Pour la généralisation de la grève comme arme de combat et l'unification des luttes.*

La lutte revendicative et le caractère profond qu'elle peut et doit atteindre, montre que la vague explosive libérée par la guerre, n'est nullement épuisée. Rien d'essentiel n'est encore perdu. Cette lutte reposera d'une façon aiguë la question du gouvernement ouvrier et paysan.

La propagande pour un gouvernement ouvrier-paysan, c'est-à-dire, pour un gouvernement anti-capitaliste et anti-bourgeois, comprenant toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière : communistes français, socialistes, cégétistes, et appliquant le programme que nous avons défini, peut acquérir une importance capitale DANS LA MESURE MEME OU LA LUTTE DES USINES ATTEINT UN NIVEAU ELEVE.

A présent, dans les conditions du gouvernement tripartite et de la préparation de la lutte dans les usines, nos mots d'ordre doivent être :

Rupture de la coalition avec le M.R.P.. Pas d'association avec les serviteurs de de Gaulle-Bonaparte !

Gouvernement P.S., P.C., C.G.T.

Soutien complet des revendications de la classe ouvrière !

Préparation pour la grève générale !

La lutte extra-parlementaire ne peut atteindre toute son ampleur que dans la mesure où nous appellerons les travailleurs à imposer à leurs dirigeants la rupture *immédiate* de la coalition gouvernementale et la constitution d'un gouvernement P.S., P.C., C.G.T.

⁂

La préparation pour la grève générale implique dans les conditions d'aujourd'hui la nécessité d'insister sur :

a) la solidarité ouvrière; b) l'aide que les pouvoirs publics, les municipalités ouvrières, la C.G.T., doivent apporter aux grévistes; c) sur la main-mise sur les cantines et les coopératives qui doivent continuer à fonctionner; d) sur l'appel aux petits commerçants, petits paysans, pour soutenir la grève.

Nous ne devons pas séparer l'idée de grève et de grève générale de la propagande pour la remise en marche des usines sous le contrôle ouvrier (cas des brasseries de Lille), et de l'extension des pouvoirs des organismes déjà existants (Comités d'entreprises, Commissions d'investigation des prix).

La liaison avec le paysan travailleur et l'introduction de la lutte des classes dans les campagnes.

La liaison entre ville et campagne, et plus particulièrement avec le paysan travailleur, est une question décisive, surtout dans une période de crise révolutionnaire.

Il ne peut être question d'examiner en quelques lignes les raisons qui ont donné à l'agriculture française le caractère de vétusté que nous lui connaissons. Malgré quelques hauts et bas, son déclin est constant. L'instabilité de l'agriculture française aggrave la crise de l'économie générale du pays.

La rareté des produits alimentaires a permis depuis sept ans la liquidation des stocks et la vente des produits, indépendamment du prix de revient et de la qualité. Il ne peut en être plus longtemps ainsi. *L'agriculture française est à la veille d'une crise violente.* L'enrichissement de la paysannerie n'est qu'apparent. Il correspond à des pertes profondes qui sont l'usure de la terre et du matériel. En trois quarts de siècle la population rurale active a baissé de 50 %. L'exode rural continue. Demain, un paysan français doit nourrir deux citadins. Il ne le pourra sans une vigoureuse transformation des campagnes.

L'usure du sol, conséquence du manque de fumier, s'est encore aggravée par le manque d'engrais depuis sept ans.

Le pourcentage des productions agricoles se situe en 1945 entre 50 % et 70 % par rapport à 1938 ; mais déjà la situation de la petite paysannerie devient plus difficile.

La paysannerie se divise en multiples couches qui peuvent être groupées en quatre catégories : les prolétaires et semi-prolétaires ; les petits paysans travailleurs, les paysans moyens, les gros paysans.

1. LES GROS PAYSANS, gros fermiers, propriétaires exploitants par l'intermédiaire de régisseurs ou absentéistes, liés à la banque et à la haute industrie. Ce sont les ennemis du prolétariat et des petits paysans. Comprenant moins de 3 % des exploitants, ils dirigent 30 % des surfaces. Ils vivent de l'exploitation directe de l'ouvrier et de l'écrasement économique du paysan travailleur. Face à eux, nous lançons le mot d'ordre : LA TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT, SANS INDEMNITE NI RACHAT POUR LES NON-EXPLOITANTS ET ORGANISATION COOPERATIVE SOUS CONTROLE OUVRIER POUR LES AUTRES.

2. LA MOYENNE PAYSANNERIE-PROPRIETAIRE, fermiers ou métayers employant quelques ouvriers (25 % du nombre cultivent 45 % des terres labourables). Il faut les neutraliser et les opposer autant que possible à la grosse paysannerie. Il faut soutenir leurs revendications: alléger leurs charges sociales et mettre à leur disposition tout l'outillage, de même que les connaissances techniques les plus récentes par l'intermédiaire des Stations Inter-Communales du Matériel Agricole, contrôlées par les ouvriers techniciens et paysans travailleurs. Les aider à déve-

lopper la coopération et les offices de production démocratiquement contrôlés par les travailleurs.

3. LES PETITS PAYSANS TRAVAILLEURS vivant en exploitation familiale, employant exceptionnellement quelques journaliers — travaillent en moyenne de 1 à 10 hectares (ils composent 47 % des exploitants agricoles et exploitent 20 % de superficies travaillées). CE SONT LES ALLIES DU PROLETARIAT. Ils ont tout à gagner du socialisme. Les mots d'ordre les concernant sont les mêmes que pour les paysans moyens, il faut y ajouter surtout : L'EXTENSION DES LOIS SOCIALES AVEC EXONERATION DES CHARGES FISCALES ET LES MEMES AVANTAGES SOCIAUX QU'AUX PROLETAIRES.

4. LES PROLETAIRES ET ASSIMILES (comprennent un million d'exploitants de moins de 1 hectare, soit 25 % du nombre d'exploitants de moins de 1 hectare, ou 25 % du nombre d'exploitants pour 1,50 % des surfaces). Ce sont aussi des journaliers agricoles louant leurs bras plusieurs jours par semaine.

Les ouvriers agricoles proprement dit comprennent des ouvriers de culture et des ouvriers travaillant dans les forêts ou les annexes de la ferme. Leur condition est généralement des plus [illegible]vaises. Ils viennent cependant d'ob[illegible]r des améliorations, telles que les 2.400 heures, mais le montant des A. S. et allocations familiales dont ils bénéficient est inférieur à celui des A. S. et des A. F. des ouvriers citadins. Il faut en obtenir l'égalisation ainsi que l'amélioration de l'habitat, affirmer leur droit à la terre.

Pour le paysan-travailleur, nous revendiquons donc :

Le droit aux lois et avantages sociaux ;

L'exonération fiscale, les offices de produits agricoles contrôlés par les travailleurs ;

L'amélioration de l'habitat rural par l'électrification totale des campagnes et l'adduction d'eau potable aux frais de l'Etat ;

A partir de soixante ans, comme à tous les vieux, une retraite égale au moins à la moitié du salaire vital d'un bon ouvrier ;

[illegible]A TERRE A CEUX QUI LA TRAVAILLENT !

***

Dresser le programme révolutionnaire à l'égard de la paysannerie, ce n'est pas exprimer des vérités générales dans un congrès.

C'EST EN FAIRE UN INSTRUMENT REEL DU TRAVAIL DU PARTI, SURTOUT EN PERIODE DE CRISE REVOLUTIONNAIRE ; il faut savoir faire la liaison, non seulement avec le prolongement naturel des prolétaires des villes que constituent les prolétaires des campagnes, mais aussi avec le petit paysan travailleur.

Il faut les appeler à soutenir la grève des travailleurs des villes. Sans leur secours, aucun mouvement révolutionnaire ne peut aboutir à la victoire.

Il est vital pour le parti révolutionnaire qu'il brise enfin avec la passivité à l'égard des campagnes.

III. — Partis bourgeois et partis ouvriers.

Le visage politique de la France est caractérisé actuellement par : 1°) un grand renforcement du M.R.P. ; 2°) le renforcement du P.C.F. ; 3°) l'effondrement des radicaux ; 4°) l'affaiblissement des socialistes ; 5°) l'esquisse d'un renforcement des partis extrêmes.

L'exacerbation des conflits sociaux, pas plus que les tentatives de la bourgeoisie d'instaurer un régime bonapartiste, ne feront que l'équilibre actuel disparaisse au profit d'une polarisation autour des partis extrêmes. Le renforcement de ces derniers ne peut qu'être long. Le visage politique de la France ne changera pas du tout au tout dans une perspective courte.

— L'effondrement des radicaux s'explique par le fait qu'ils sont apparus comme complètement compromis par la guerre. Toutes leurs manœuvres ne leur permettront plus de regrouper autour d'eux la petite bourgeoisie.

— Le renforcement des partis de la démocratie chrétienne s'explique non seulement par le passage de leurs cadres dans la Résistance, mais aussi parce qu'ils apparaissent comme les plus capables de barrer la route au stalinisme. Il serait faux de croire à leur décomposition rapide et à leur effondrement. Avant qu'ils ne perdent leur base de masse, ils se mettront à genoux devant des de Gaulle-Bonaparte. Inversement, seul le succès des combats que la classe ouvrière est appelée à engager, peut leur faire perdre leur assise dans la petite bourgeoisie.

— Le P.R.L. ne présente pas encore le visage d'un parti fasciste, quoi qu'il en soit l'embryon. La bourgeoisie joue le jeu parlementaire, et c'est pourquoi elle a fait désister le P.R.L. en faveur du M.R.P. Le développement des organisations néo-fascistes est lié à l'instauration d'un exécutif fort et à l'affaiblissement du rôle du Parlement.

***

Le parti socialiste

L'équilibre qui s'est créé entre les deux partis les plus importants a fait perdre au P.S., qui est apparu comme le responsable, en quelque sorte, du tripartisme, sa raison d'être, et le condamne en tant que charnière, à s'amenuiser peu à peu. Dans les cadres d'une économie pourrissante, il ne reste que peu de place pour une aristocratie réformiste. Comme conséquence de ce fait se développe dans le sein de la SFIO. une crise profonde qui peut, à la longue faire naître le danger d'un parti centriste.

Le parti communiste français

1. Le stalinisme est devenu le plus fort parti ouvrier de France. Il représente les intérêts de la bureaucratie soviétique ; sa ligne politique est toujours conditionnée par la défense bureaucratique de l'U.R.S.S. ;

2. Le tournant à droite commencé en 1934 (politique du Front populaire) après le bref intermède de 1939-1941 (pacte germano-soviétique), se poursuit toujours et dans des conditions de son renforcement. Les semblants de tournants sur la question des salaires, sur l'appel à l'initiative populaire en matière de contrôle des prix, ne changent absolument pas la ligne fondamentale du P.C.F. qui reste toujours celle de la *collaboration avec la bourgeoisie*. Son rôle est éminemment contre-révolutionnaire, car il empêche toute initiative réelle des masses contre l'appareil d'Etat capitaliste ;

Depuis la « Libération » (en France comme dans les autres pays européens) la bureaucratie stalinienne tend à neutraliser la bourgeoisie en faisant du P. C. F. un grand parti gouvernemental et en introduisant ses hommes dans l'appareil économique. Par ces méthodes la bureaucratie espère exercer un contrôle étroit en vue, non seulement d'empêcher la France de devenir un bastion anti-soviétique, mais aussi avec la perspective, qu'à une période ultérieure (aggravation du conflit entre l'impérialisme mondial et l'U. R. S. S.) elle pourra entraîner la France dans le sillon soviétique grâce aux postes-clefs occupés (l'exemple des nationalisations, des comités d'entreprise et des entreprises sous séquestre est tout à fait significatif).

Ce qu'il est excessivement important de comprendre, c'est que l'élection par les ouvriers des bureaucrates staliniens se fait très normalement et est fatale à l'étape actuelle; même si les staliniens ont banni toute démocratie et s'ils ont établi des systèmes de vote bureaucratiques, il est cependant certain que la classe ouvrière n'est pas apte à chercher d'autres représentants. Les staliniens lui apparaissent et lui apparaîtront encore longtemps, comme les meilleurs. (1)

C'est la raison pour laquelle le P.C.F. peut se permettre de « radicaliser », de faire appel à l'initiative populaire puisque cela se traduit toujours, par l'élection de bureaucrates fidèles au parti. En conséquence, il est absolument faux de voir à tout bout de champ le débordement du stalinisme comme certains le prétendent.

Cependant, il se développe dans le P. C. F. une crise qui, si elle n'a pas l'ampleur de celle de la S. F. I. O., n'en existe pas moins. La chappe de l'appareil bureaucratique empêche tout regroupement large à l'intérieur du P.C.F. et pour une longue période cette crise ne se traduira comme aujourd'hui que par des sorties isolées.

La construction du parti

D'immenses possibilités sont réservées au Parti Révolutionnaire. La situation ne nous a jamais été aussi favorable. Les résultats aux dernières élections doivent être enregistrés comme une grande victoire. L'écho grandissant que trouve « La Vérité » dans de larges couches ouvrières, le recrutement important du Parti dans la dernière période nous donnent de grands espoirs.

Le Parti Révolutionnaire, s'il n'est pas comme l'apprécièrent les camarades de la minorité, le facteur indispensable à l'éclatement du mouvement révolu-

(1) Une étude spéciale sur le mouvement syndical français et les perspectives du syndicalisme révolutionnaire sera publiée ultérieurement.

tionnaire est évidemment, non seulement l'instrument indispensable à la victoire, mais aussi un facteur de maturation et d'accélération réel. Nous avons déj pu vérifier dans les faits que notre influence encore très limitée a poussé certaines couches de travailleurs à une radicalisation certaine.

La construction et le renforcement du Parti se posent au travers de multiples questions dont la formation des cadres, tâche complètement négligée depuis le dernier congrès n'est pas la moindre ; cependant des perspectives claires, une stratégie et une tactique justes en sont les conditions primordiales.

⁂

Des déviations centristes, qui conduisent au stalinisme de gauche, existent dans le Parti alors que d'autre part, des camarades atteints d'une impatience permanente, n'opposent que des schémas aux réalités les plus évidentes.

Le stalinisme est en France la clef de la situation.

L'avant-garde ne pourra lever l'hypothèque stalinienne et se frayer une voie vers les masses que dans la mesure où elle évitera l'adaptation poumiste ou la délimitation sectaire. Précisons : l'adaptation poumiste consiste en l'acceptation, comme base de départ à notre agitation et à notre propagande de mots d'ordre mis en avant par les staliniens : « appliquez le programme du C.N.R. ; il faut défendre ce qui est positif dans le programme des gauches ! Il faut se prononcer pour la Constitution P.C.F.-P.S.-M.R.P. en tout cas même si le M.R.P. vote pour ! Les trusts sabotent la production ! Vous avez la majorité, formez un gouvernement P.C.F.-P.S. ! »

Rappelons combien nous avons eu raison d'affirmer contre les camarades de la minorité :

1°) Que le mot d'ordre P.S., P.C.F., C.G.T., tel qu'ils le définissent a perdu son caractère révolutionnaire que lui donnait le programme transitoire. Il est devenu un mot d'ordre « minimum », de « bon sens » qui pourrait se réaliser sans qu'aucune mobilisation effective de la classe ouvrière soit nécessaire ;

2° Qu'il était faux de dire : il faut tenir compte de la production avant de lancer le mot d'ordre de grève. C'était là reprendre l'argumentation stalinienne qui liait la grève à la production. Aujourd'hui l'appareil de production s'est reconstruit en partie, cela ne s'est pas traduit par plus de marchandises sur le marché, et cependant la grève prend un caractère d'actualité grandissant ;

3° Que les nationalisations pour qu'elles deviennent un coin placé par la classe ouvrière dans l'édifice capitaliste devaient non seulement être faites sans indemnité ni rachat, mais aussi que la gestion des entreprises nationalisées devait revenir aux travailleurs. Les camarades de la minorité avaient sur cette question une position réformiste puisqu'ils écrivaient dans leur texte au II° Congrès du P. C. I., page 17 : « Les nationalisations seront réclamées à juste titre par la classe ouvrière, car leur réalisation sur une grande échelle modifierait la base des rapports sociaux entre le capital et la masse laborieuse dans un sens révolutionnaire »;

4° Que le soi-disant « sabotage des trusts, ainsi que nous l'avons expliqué, était pour les staliniens le moyen de détourner l'offensive ouvrière contre une catégorie de patrons, mauvais patriotes.

En fait ceci se ramène à l'abandon du programme transitoire et à la substitution à ce programme des revendications étrangères à toute politique révolutionnaire.

Les divergences que nous avons avec les camarades de la minorité sont des divergences de programme. Lors du II° Congrès du P. C. I. ils ont défini un programme où l'on retrouvait nos mots d'ordre, mais ils en avaient complètement changé le contenu. L'on pouvait dire, avec juste raison, qu'ils avaient réédité le programme minimum de la social-démocratie.

Aujourd'hui ils se posent en accusateurs de la majorité et révisent leur programme sans en fournir la moindre explication : où en sommes-nous avec les luttes qui « repartent chaque fois d'un niveau plus bas ? » (vous dites que le referendum a été une défaite « tout court » pour la classe ouvrière après quoi vous parlez d'époque de préparation révolutionnaire). Où en sommes-nous avec le parti indispensable à l'éclatement d'une crise révolutionnaire ?

⁂

La politique sectaire consiste d'abord dans la répétition mécanique du programme sans aucun effort d'analyse de la situation concrète. Nous ne tombons pas dans le travers de ceux qui affichent le mépris petit bourgeois pour les principes, mais ceci ne veut pas dire qu'il suffit de répéter comme un perroquet des morceaux de programme et de principes généraux. Si ceci est une sauvegarde certaine contre les erreurs principielles c'est le pire frein pour une tactique juste. Le meilleur exemple est celui du « Oui » au deuxième referendum. (Nous nous sommes déjà expliqués plus haut sur cette question).

La politique sectaire consiste dans le fait que l'on pose tous les problèmes politiques sous l'angle de la critique de la position prise par les staliniens. (« Ils ont plébiscité de Gaulle » — au lieu d'expliquer d'abord « le général candidat à la dictature est plébiscité par toute la Chambre : socialistes et communistes votent également pour »). Cette manière d'aborder toutes les questions ne délimite pas au fond le parti du stalinisme, mais le fait apparaître comme son frère « enragé ».

Cette conception est dominée par la pensée que le stalinisme est débordé à chaque grève, à chaque tournant de la situation. Ceci provient du fait que l'on ne s'efforce plus d'analyser chaque tournant du stalinisme, mais que l'on répète des formules classiques valables pour le réformisme au lendemain de l'autre guerre. Cette idée du débordement a empêché la réalisation des mots d'ordre démocratiques « tout le pouvoir au C. L. N. », tel devait être le mot d'ordre en septembre 44 ; c'est empiriquement après la postface de novembre 1944 qu'on a osé mettre en avant le mot d'ordre « élections immédiates à la Constituante », « Pour une Constituante souveraine », etc...

⁂

Nous pouvons trouver un visage propre en nous débarrassant de l'obsession de nous délimiter *d'abord* du stalinisme, comme de celle, également fausse, que chaque mot d'ordre mis en avant par les staliniens est au « niveau des masses ».

Il faut comprendre que la ligne stalinienne obéit en premier lieu aux évolutions de la situation internationale et aux plans de la bureaucratie soviétique.

Il faut se débarrasser de la conception fallacieuse que les partis staliniens s'intégrant dans l'appareil étatique bourgeois deviennent des partis réformistes nationaux.

Il faut faire toute la lumière sur l'intégration stalinienne dans certains postes de l'Etat bourgeois et montrer que cette politique est fondamentalement opposée à la conception révolutionnaire de destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

La construction des sections de la IV° Internationale est un travail de longue haleine. Des ruptures importantes dans les partis staliniens ne se produiront pas avant des échecs cuisants de la tactique de « conquête de l'Etat bourgeois»

ENTREPRISE DE PRESSE
100, r. Réaumur - Paris (2e)
M. MARY, imprimeur
12-7610